

## ANNEXE 1

**RÉSOLUTION MEPC.161(56)  
adoptée le 13 juillet 2007****DIRECTIVES SUR LES MESURES SUPPLÉMENTAIRES CONCERNANT  
LA GESTION DES EAUX DE BALLAST, Y COMPRIS  
DANS DES SITUATIONS D'URGENCE (G13)**

LE COMITÉ DE LA PROTECTION DU MILIEU MARIN,

RAPPELANT l'article 38 a) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions conférées au Comité de la protection du milieu marin aux termes des conventions internationales visant à prévenir et combattre la pollution des mers,

RAPPELANT ÉGALEMENT que la Conférence internationale sur la gestion des eaux de ballast des navires qui s'est tenue en février 2004 a adopté la Convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires (Convention sur la gestion des eaux de ballast), ainsi que quatre résolutions de la Conférence,

NOTANT qu'aux termes de la règle A-2 de la Convention sur la gestion des eaux de ballast, le rejet des eaux de ballast ne doit être effectué qu'au moyen de la gestion des eaux de ballast conformément aux dispositions de l'Annexe de la Convention,

NOTANT EN OUTRE que la section C de l'Annexe de la Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires stipule que si une Partie, individuellement ou de concert avec d'autres Parties, décide que des mesures supplémentaires à celles de la section B de la Convention sont nécessaires pour prévenir, réduire ou éliminer le transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes par les eaux de ballast et sédiments des navires, cette ou ces parties peuvent, conformément au droit international, exiger que les navires satisfassent à une norme ou prescription spécifiée, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation,

NOTANT ÉGALEMENT que, par la résolution 1, la Conférence internationale sur la gestion des eaux de ballast des navires a invité l'Organisation à élaborer de toute urgence ces directives,

AYANT EXAMINÉ, à sa cinquante-cinquième session, le projet de directives sur les mesures supplémentaires concernant la gestion des eaux de ballast, y compris dans des situations d'urgence (G13) élaboré par le Groupe de travail sur les eaux de ballast,

1. ADOPTE les Directives sur les mesures supplémentaires concernant la gestion des eaux de ballast, y compris dans des situations d'urgence (G13), dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. INVITE les gouvernements à appliquer les présentes Directives dans les meilleurs délais, ou lorsque la Convention deviendra applicable à leur égard; et
3. DÉCIDE de maintenir les présentes Directives à l'étude.

## ANNEXE

### **DIRECTIVES SUR LES MESURES SUPPLÉMENTAIRES CONCERNANT LA GESTION DES EAUX DE BALLAST, Y COMPRIS DANS DES SITUATIONS D'URGENCE (G13)**

#### **1 INTRODUCTION**

1.1 La Convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, ci-après dénommée la "Convention", régit le transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes par les eaux de ballast et sédiments de navires.

1.2 Les présentes Directives ont été élaborées conformément à la règle C-1 de la Convention. Elles fournissent, en vertu de la règle C-1, des conseils destinés à être suivis par la ou les Parties pour déterminer si des mesures autres que celles mentionnées dans la section B de la Convention sont nécessaires pour prévenir, réduire ou éliminer le transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes par les eaux de ballast et sédiments des navires.

1.3 Les Directives devraient être maintenues à l'étude afin de tenir compte de l'expérience acquise dans le cadre de leur application.

#### **2 ÉVALUATION À EFFECTUER LORSQU'UN ÉTAT A L'INTENTION D'INTRODUIRE DES MESURES SUPPLÉMENTAIRES**

##### **2.1 Généralités**

2.1.1 La règle C-1 de la Convention relative aux mesures supplémentaires dispose qu'une Partie, individuellement ou de concert avec d'autres Parties, peut adopter des mesures supplémentaires à celles de la section B. La ou les Parties peuvent exiger, conformément au droit international, que les navires respectent ou surpassent une norme ou prescription spécifiée.

2.1.2 Une Partie qui a l'intention d'adopter des mesures supplémentaires devrait tenir compte des présentes Directives et s'efforcer de procurer aux navires tous les services appropriés afin de les aider à respecter ces mesures supplémentaires.

##### **2.2 Évaluation**

2.2.1 Avant qu'une Partie, individuellement ou de concert avec d'autres Parties, se propose d'adopter des mesures supplémentaires conformément à la règle C-1 de la Convention, elle devrait évaluer la nécessité et la nature des mesures en question, et identifier notamment :

- .1 le problème, à savoir la crainte que des dommages puissent être causés par l'introduction d'organismes aquatiques nuisibles ou d'agents pathogènes dans la région à laquelle les mesures supplémentaires s'appliqueront;
- .2 si possible, la ou les causes du problème identifié;
- .3 les mesures supplémentaires qui pourraient être introduites; et
- .4 les effets et conséquences aussi bien bénéfiques que préjudiciables, que pourrait avoir l'introduction de la ou des mesures supplémentaires proposées.

2.2.2 Une Partie devrait évaluer la nature du problème. Cette évaluation pourrait porter, notamment, sur les questions suivantes :

- .1 Quelles sont les probabilités ou les conséquences d'introductions futures d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes sur l'environnement, la santé humaine, les biens ou les ressources ?
- .2 Si des organismes aquatiques nuisibles ou des agents pathogènes ont déjà été introduits, quels effets ont-ils déjà sur l'environnement, la santé humaine, les biens ou les ressources et quelles pourraient être les répercussions d'introductions futures ?
- .3 Si les eaux de ballast des navires constituent un vecteur d'introduction d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes.

### **Identification des mesures supplémentaires à introduire**

2.2.3 La ou les mesures supplémentaires envisagées doivent être introduites conformément à l'article 7.2 et à la règle C-1.3 de la Convention et devraient être définies clairement en ce qui concerne les points suivants :

- .1 la ou les zones où les mesures supplémentaires sont applicables, des coordonnées précises étant fournies;
- .2 la ou les prescriptions opérationnelles et/ou techniques qui s'appliquent aux navires dans la ou les zones et la documentation requise pour attester du respect des mesures, le cas échéant;
- .3 tout arrangement éventuellement prévu pour faciliter le respect des mesures supplémentaires par les navires;
- .4 la date d'entrée en vigueur et la durée des mesures; et
- .5 tous autres services et prescriptions ayant trait aux mesures supplémentaires.

### **Effets et répercussions de l'introduction des mesures proposées**

2.2.4 Les répercussions économiques de l'introduction des mesures supplémentaires devraient être prises en compte. Les aspects ci-après pourraient, à cet égard, entrer en ligne de compte :

- .1 les avantages économiques et les coûts éventuels, y compris les coûts pour l'industrie, liés aux mesures supplémentaires; et
- .2 tous autres effets et répercussions.

## **2.3 Procédures à suivre lors de la mise en place de mesures supplémentaires**

2.3.1 La ou les Parties qui ont l'intention d'adopter des mesures supplémentaires conformément à la règle C-1 de la Convention devraient, avant de décider d'adopter de telles mesures, consulter les États adjacents et d'autres États susceptibles d'être affectés afin que ces consultations permettent, le cas échéant, de prendre des décisions en connaissance de cause. L'évaluation décrite dans la section 2.2 des présentes Directives devrait être présentée aux États affectés et les États devraient être invités à formuler des observations sur le projet d'évaluation s'il y a lieu.

- .1 La règle C-1 de la Convention prévoit deux procédures pour l'introduction de mesures supplémentaires, à savoir une procédure nécessitant l'approbation de l'OMI et une autre procédure exigeant seulement que l'OMI soit informée.
- .2 La ou les Parties devraient veiller à ce que les mesures supplémentaires ne compromettent pas la sécurité et la sûreté du navire et ne soient en aucun cas en conflit avec toute autre convention ou règle du droit international coutumier à laquelle le navire serait soumis.
- .3 Le fondement juridique sur lequel reposent les mesures supplémentaires devrait être identifié.
- .4 Lorsqu'elles introduisent des mesures supplémentaires, la ou les Parties devraient, entre autres dispositions, communiquer les renseignements ci-après à l'Organisation, en particulier au Comité de la protection du milieu marin (dénommé ci-après le "MEPC") :
  - .1 l'évaluation décrite dans la section 2.2;
  - .2 la définition du fondement juridique sur lequel reposent les mesures supplémentaires envisagées; et
  - .3 les renseignements complémentaires ci-après :
    - .1 si la ou les mesures supplémentaires sont déjà prévues en vertu d'un instrument de l'OMI existant; ou
    - .2 si la ou les mesures supplémentaires n'existent pas encore mais pourraient être établies par le biais d'un amendement à un instrument de l'OMI ou de l'adoption d'un nouvel instrument de l'OMI; ou
    - .3 s'il est proposé d'adopter la ou les mesures supplémentaires dans la mer territoriale<sup>3</sup>, ou en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, lorsque les mesures existantes ou une mesure généralement applicable ne répondraient pas d'une manière adéquate aux préoccupations soulevées dans la section 2.2.

---

<sup>3</sup> Cette disposition n'affecte en rien les droits et obligations des États côtiers dans la mer territoriale, tels qu'ils sont énoncés dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

- .5 Lorsqu'une ou plusieurs Parties ont l'intention d'introduire des mesures supplémentaires par le biais de la procédure de notification, l'OMI devrait être informée au moins six mois avant la date prévue de mise en œuvre desdites mesures, sauf dans une situation d'urgence, conformément à la règle C-1.3.2 de la Convention.
- .6 Dans le cas où une ou plusieurs Parties envisagent d'introduire des mesures supplémentaires nécessitant l'approbation de l'Organisation en vertu du droit international, tel que défini dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (voir la règle C-1.3.3 de la Convention), la ou les Parties devraient, conformément aux règles adoptées par le MEPC concernant la soumission des documents, soumettre la demande d'introduction de mesures supplémentaires au MEPC aux fins d'approbation.
- .7 Lors de l'examen des mesures supplémentaires nécessitant l'approbation de l'Organisation, le MEPC devrait examiner au cas par cas les demandes qui lui sont soumises par une ou plusieurs Parties. Au cours de l'évaluation de chaque proposition, le MEPC devrait examiner en particulier :
  - .1 si ces mesures supplémentaires sont conformes à l'article 7.2 et à la règle C-1.3 de la Convention;
  - .2 si les mesures supplémentaires proposées sont adaptées pour prévenir, réduire ou éliminer les dommages susceptibles d'être causés par l'introduction d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes dans la région à laquelle les mesures supplémentaires s'appliqueront;
  - .3 si, par suite de ces mesures, les activités des transports maritimes internationaux pourraient présenter un risque accru d'effets néfastes non négligeables sur l'environnement à l'extérieur de la région à laquelle les mesures supplémentaires s'appliqueront; et
  - .4 si ces mesures pourraient, notamment, avoir une incidence quelconque sur la sécurité et l'aspect commercial des activités des transports maritimes internationaux.
- .8 Lorsqu'une demande est soumise pour approbation, si le MEPC approuve cette demande, les mesures supplémentaires peuvent être mises en œuvre. Si la demande est rejetée, les mesures supplémentaires ne peuvent pas être mises en œuvre. La ou les Parties ayant soumis la demande peuvent alors soumettre une demande révisée au MEPC pour approbation ultérieure.

## **2.4 Communication de renseignements**

2.4.1 Une Partie ou des Parties qui ont l'intention d'adopter des mesures supplémentaires devraient en informer dès que possible les États adjacents et d'autres États susceptibles d'être affectés, l'industrie des transports maritimes dans son ensemble et les navires qui entrent dans les zones concernées et, dans le cas des mesures qui doivent être approuvées par l'Organisation, dès que la proposition a été approuvée. Ces renseignements devraient inclure au minimum :

- .1 les coordonnées précises de la ou des zones auxquelles s'appliquent la ou les mesures supplémentaires;
- .2 la nécessité et la justification de l'adoption de la ou des mesures supplémentaires, y compris, chaque fois que possible, les avantages;
- .3 une description de la ou des mesures supplémentaires; et
- .4 les dispositions qui peuvent être prises pour faciliter le respect des mesures supplémentaires par les navires.

2.4.2 Les communications prévues par la règle C-1 de la Convention doivent être soumises au Comité de la protection du milieu marin. Sauf dans des situations d'urgence, l'Organisation doit être informée, aux termes de la règle C-1.3, de l'intention d'établir des mesures supplémentaires au moins 6 mois avant la date prévue de mise en œuvre desdites mesures. En cas de situation d'urgence, les mesures supplémentaires devraient être communiquées dès que possible à l'Organisation.

2.4.3 Dans les deux cas (approbation/non approbation), la Partie ou les Parties qui ont l'intention d'introduire des mesures supplémentaires devraient en informer à l'avance les États affectés, le secteur maritime dans son ensemble et les navires qui entrent dans les zones concernées. Les renseignements suivants devraient être communiqués :

- .1 les coordonnées géographiques précises des zones où ces mesures supplémentaires s'appliquent;
- .2 la ou les prescriptions opérationnelles et/ou techniques qui s'appliquent aux navires dans la ou les zones et la documentation requise pour attester du respect, s'il y a lieu;
- .3 les dispositions qui peuvent être prévues pour faciliter le respect des mesures supplémentaires par les navires;
- .4 la date d'entrée en vigueur et la durée des mesures; et
- .5 tous autres services et conditions ayant trait aux mesures supplémentaires.

2.4.4 L'Organisation doit diffuser des circulaires ou placer des renseignements pertinents sur le site Web conformément aux dispositions de la Convention.

### **3 SITUATION D'URGENCE OU ÉPIDÉMIE**

3.1 Une ou plusieurs Parties peuvent adopter des mesures supplémentaires pour faire face à une situation d'urgence ou une épidémie.

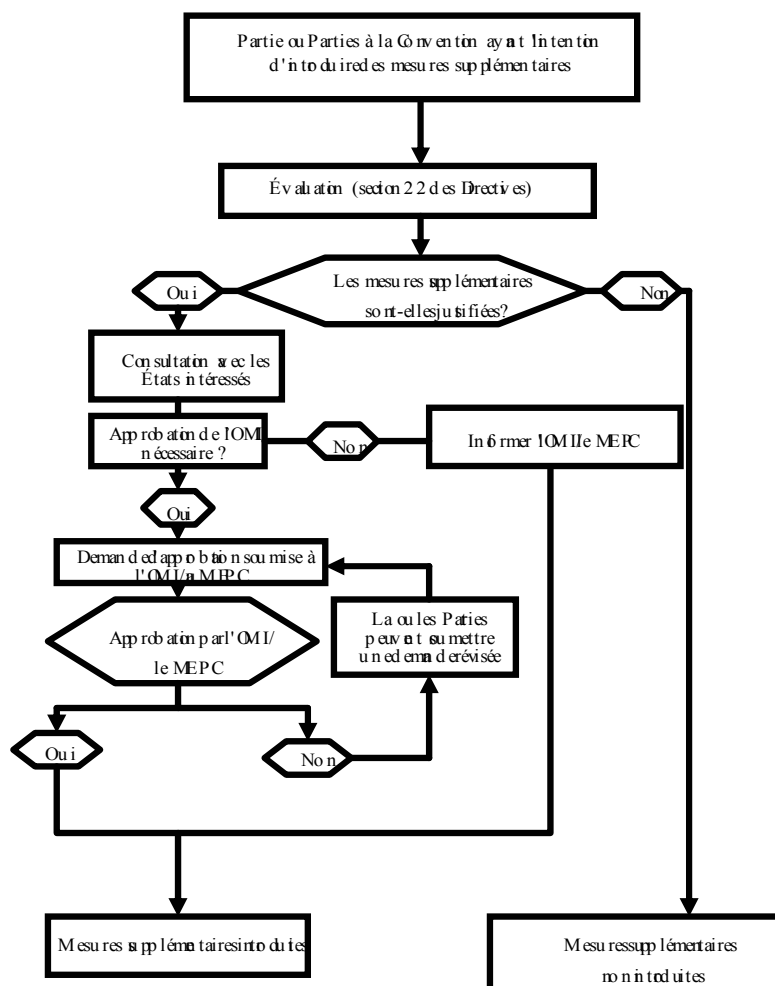
3.2 Si de telles mesures sont adoptées, la ou les Parties devraient en informer dès que possible, les États adjacents et d'autres États qui pourraient être affectés, l'industrie maritime en général et les navires exploités dans les zones posant problème. Ces renseignements devraient contenir :

- .1 les coordonnées géographiques précises de la zone;
- .2 la nécessité de telles mesures supplémentaires;
- .3 une description des mesures supplémentaires;
- .4 tout arrangement qui pourrait être prévu pour faciliter le respect des mesures supplémentaires par les navires; et
- .5 la date à laquelle les mesures prennent effet et la date à laquelle elles ne sont plus applicables.

3.3 En cas de situation d'urgence ou d'épidémie, les mesures supplémentaires adoptées devraient être communiquées à l'Organisation dans les meilleurs délais. L'Organisation doit placer les renseignements pertinents sur son site Web et doit les communiquer au Comité.

# APPENDICE

## DIAGRAMME – PROCÉDURE À SUIVRE POUR INTRODUIRE DES MESURES SUPPLÉMENTAIRES



\*\*\*